



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIÈRES (CCAP)  
CONSULTATION N° 2025-008**

**Marché public de prestations relatives à une assistance juridique pour les  
professionnels des arts visuels pour le  
Centre national des arts plastiques (Cnap)**

**Mode de passation : Procédure avec négociation L.2124-3  
du code de la commande publique.**

## Sommaire

<b>CONTEXTE GENERAL</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	<b>3</b>
1.1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	3
1.2. NATURE ET FORME DU MARCHÉ	4
1.5. PRIX DU MARCHÉ	4
1.6. ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE POUR LA PARTIE A PRIX UNITAIRE	6
<b>ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 3 - DISPOSITIONS FINANCIÈRES</b>	<b>6</b>
3.1 FORME DES PRIX	6
3.2 AVANCE	6
3.3 CONDITIONS DE REGLEMENT	7
3.4 IMPUTATION BUDGETAIRE	8
3.5 COMPTABLE CHARGE DU PAIEMENT	8
<b>ARTICLE 4 - EXÉCUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>8</b>
4.1 DISPOSITIONS GENERALES	8
4.2 SECRET PROFESSIONNEL	8
4.3 REUNIONS	8
4.4 REGLES GENERALES	8
<b>ARTICLE 5 – SOUS-TRAITANCE</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 6 - VÉRIFICATION ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 7 – PÉNALITÉS</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 8- GARANTIE</b>	<b>10</b>
8.1 GARANTIE DE QUALITE DE SERVICES ET DE RESPECT DES ENGAGEMENTS	10
8.3 GARANTIE CONTRE LES SINISTRES	10
<b>ARTICLE 9 – ASSURANCE</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 10 - FORCE MAJEURE</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 11 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 12 - RÉSILIATION</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 13 - RÈGLEMENT DES LITIGES</b>	<b>11</b>

## Contexte général

Le Centre national des arts plastiques (Cnap) est l'un des principaux opérateurs du ministère de la Culture dans le domaine des arts visuels. Acteur culturel incontournable, il soutient et encourage la scène artistique dans toute sa diversité. Il accompagne les artistes et les professionnels (galeries, éditeurs, restaurateurs, critiques d'art, producteurs audiovisuels, etc.) à travers plusieurs dispositifs de soutien. Il contribue à la valorisation des projets soutenus par la mise en œuvre d'actions de diffusion. Il constitue également un centre de ressources pour l'ensemble des professionnels de l'art contemporain. Le Cnap est aussi l'héritier des différents services de l'État, qui, depuis 1791, se sont succédé pour soutenir la création contemporaine, en constituant une collection. Il acquiert ainsi pour le compte de l'État des œuvres qui enrichissent le Fonds national d'art contemporain, dont il assure la conservation et la diffusion par des prêts et des dépôts en France et à l'étranger, des expositions et des éditions. Avec près de 107 000 œuvres acquises depuis plus de deux siècles auprès de plus de 22 000 artistes vivants, cette collection constitue un ensemble unique, représentatif de la variété des courants artistiques, du dynamisme et de l'ouverture de la scène française. Parallèlement, le Cnap joue un rôle central dans la politique nationale de commande publique artistique conduite par le ministère de la Culture. Chaque année, les commandes initiées permettent de soutenir plus d'une centaine d'artistes dans différents domaines de la création. Le Cnap conserve également la documentation, les maquettes et les études relatives aux projets de commandes publiques artistiques conduites ou soutenues par l'État depuis 1983.

## ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1.1. Identification du pouvoir adjudicateur

**Acheteur public :**

Centre national des arts plastiques  
189, rue d'Aubervilliers  
CAP 18 – bâtiment 6 – voie D – porte 25  
75018 PARIS  
Représenté par sa directrice Béatrice SALMON

**Personne représentant du pouvoir adjudicateur :**

Béatrice SALMON  
Directrice  
Centre national des arts plastiques  
189, rue d'Aubervilliers  
CAP 18 – bâtiment 6 – voie D – porte 25  
75018 PARIS

**Correspondante du marché :**

Antinea Garnier  
Centre national des arts plastiques  
Courriel : [antinea.garnier@cnap.fr](mailto:antinea.garnier@cnap.fr)

## 1.2. Nature et forme du marché

Le présent marché est un marché de prestations de services au sens de l'article L. 1111-1 et L. 1111-4 du code de la commande publique sous la forme marché mono-attributaire. Ce marché est passé selon la procédure de négociation au L. 2124-3 du code de la commande publique.

Code CPV :

79111000-5 ; 79121000-8

## 1.3. Objet du marché

L'objet principal du marché est la mise en oeuvre d'une assistance juridique pour le Centre national des arts plastiques.

En étroite collaboration avec le Cnap, la mission du titulaire du marché consistera en :

- traiter les demandes sélectionnées au préalable et transmises par le Cnap,
- organiser des rendez-vous selon les modalités fixées dans le CCTP,
- assurer le rendez-vous en distanciel et répondre aux questionnements des personnes,
- rendre compte des rendez-vous réalisés.

Le suivi de l'exécution du projet sera assuré par le service des ressources professionnelles. Il sera l'interlocuteur privilégié du titulaire du marché.

Le titulaire du marché devra désigner un interlocuteur privilégié en son sein pour le suivi de l'assistance.

Le marché porte à titre principal sur des prestations de services.

Les prix du marché sont fixés sur la base du BPU.

## 1.4. Décomposition en lots

Compte tenu de l'imbrication des sujets juridiques traités relatifs à l'activité artistique et la nécessité d'un interlocuteur unique tant pour l'acheteur que pour l'utilisateur de la prestation objet du marché, le marché n'est pas alloti.

## 1.5. Prix du marché

Le montant approximatif du marché s'élève à hauteur :

- de 80 000 € HT par an, soit pour la durée maximale totale du marché un montant maximal de 240 000 € HT.

Ce montant est un maximum, il n'est donné qu'à titre informatif laissant le soin aux candidats de déterminer eux-mêmes le montant des prestations attendues. Le montant du marché fera l'objet d'une évaluation lors des critères de sélection tels que définis dans le règlement de consultation.

Les prix sont révisables à l'issue de la période initiale de deux ans, avec accord des deux parties, les prix pourront être révisés selon La révision se fera par application de la formule suivante :

$$P=P0X (0,15+0,85XI/I0)$$

Dans laquelle :

- P = prix révisé

- P0 = prix initial indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro"

Indice ICHTrev-TS 001565195 : coût du travail activités spécialisées, scientifiques et techniques (source Insee <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565195>)

- I = valeur de l'indice ICHTrev-TS 001565195 du mois de révision

- I0 = valeur de l'indice ICHTrev-TS 001565195 du mois M0

Dans le cas où l'indice/l'index serait supprimé ou modifié, il lui serait substitué l'indice/l'index remplaçant, et notifié au titulaire par courrier. Toutefois, si un nouveau choix d'indice/d'index devait intervenir, un avenant à l'accord-cadre serait alors obligatoire pour entériner le choix.

Si l'indice du mois de révision n'est pas connu, une révision provisoire des prix s'effectue sur la base du dernier indice publié. Dès la publication de l'indice du mois de révision, la révision définitive des prix est effectuée. Elle prend alors effet rétroactivement, afin de corriger, à la hausse ou à la baisse, la révision provisoire des prix.

#### Durée du marché et délais

La durée maximale du marché est de deux ans (2) ans, avec un an (1) renouvelable, à compter de la date de notification du marché prévue pour janvier 2026.

Le marché est exécuté au fur et à mesure du planning fixé par le titulaire en accord avec les services du Centre national des arts plastiques (Cnap) et les délais d'exécution spécifiques sont précisés dans le CCTP et les bons de commande.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités et les délais d'exécution du marché fixés dans le planning.

Aucun commencement d'exécution des prestations ne pourra avoir lieu avant la réception de la notification, par tout moyen que ce soit, par le titulaire du présent marché, du bon de commande ou du marché subséquent émis par le Centre national des arts plastiques.

### **1.6. Émission des bons de commande pour la partie à prix unitaire**

Le Centre national des arts plastiques (Cnap) émet les bons de commande où figureront :

- L'intitulé et le numéro du marché
- Le nom du titulaire
- Le numéro du bon de la commande
- La date d'émission
- La prestation commandée
- Le détail du montant de la prestation
- Les délais de réalisation
- Le lieu d'exécution.

## **ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, classées par ordre de priorité décroissant :

1. L'acte d'engagement et ses annexes financières ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-FCS) ;
5. L'offre du titulaire (et notamment son mémoire technique).

En cas de contradiction ou de discordance entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

## **ARTICLE 3 - DISPOSITIONS FINANCIÈRES**

### **3.1 Forme des prix**

Les prix unitaires feront l'objet de bons de commande. C'est sur la base du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) que sont émis les bons de commande au fur et à mesure des besoins après établissement d'un devis accepté par le Centre national des arts plastiques (Cnap).

### **3.2 Avance**

Conformément à l'article R. 2191-16 du Code de la Commande Publique, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché ou du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance est fixée à 10 % du montant global du marché pour la durée initiale.

Afin d'éviter toute ambiguïté, il sera demandé au titulaire de préciser son souhait de bénéficier des avances.

Les modalités de mise en œuvre et de remboursement de cette avance sont celles prévues aux articles R. 2191-6 à R. 2191-10 et R.2191-19 du même code.

Néanmoins les parties pourraient convenir d'autres modalités de facturation lors de la réunion de lancement du marché et notamment un paiement des factures trimestrielles correspondant au suivi et en lien avec la prestation objet du marché conformément à l'article 3.2 du CCTP. Cette solution sera à privilégier.

### 3.3 Conditions de règlement

#### **Modalités de règlement**

Le mode de règlement choisi par l'administration est le virement administratif, assorti d'un délai de paiement maximal de 30 jours à compter de la réception de la facture conforme.

Le Cnap verse au titulaire les sommes qui lui sont dues par virement sur le compte correspondant au relevé d'identité bancaire remis dans l'offre du titulaire. Toute modification des coordonnées bancaires doit être signalée au moins 30 jours avant sa prise en compte.

#### **Facturation**

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. Les prestations sont rémunérées à réception d'une facture et de la réalisation certifiée conforme de l'opération.

La facturation se fera conformément en fonction des prestations livrables décrites dans le CCTP et dans le calendrier fourni dans son offre par le candidat et ensuite mis au point lors du lancement du projet.

La directrice du Centre national des arts plastiques (Cnap) ou son représentant certifie le service fait.

Les factures sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et date de facture,
- le nom et l'adresse du titulaire,
- le numéro de son compte bancaire ou postal,
- le numéro et la date du marché et la référence du marché telle que demandée par le Cnap
- le récapitulatif des prestations détaillées réalisées,
- les dates concernées,
- le montant hors taxe des prestations réalisées,
- le taux et le montant des taxes,
- le montant des avances versées le cas échéant,
- la date de livraison de réalisation des prestations

#### **Facturation électronique :**

Depuis le 1er janvier 2017, le Titulaire du marché a l'obligation de transmettre ses factures selon une procédure « portail » proposant une interface de saisie de tous les éléments de la facture ou le téléchargement de la facture sous un format électronique (format PDF signé ou format PDF non signé) sur le portail internet : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le Titulaire peut consulter à cette même adresse l'état de prise en charge de ses factures transmises au Cnap sous forme dématérialisée.

Toute autre procédure de transmission de factures dématérialisées par le Titulaire doit recevoir l'accord préalable du directeur général des finances publiques et du directeur du service à compétence nationale dénommé « Systèmes d'information budgétaire, financière et comptable de l'État ».

Le support Chorus Factures peut être contacté par e-mail à l'adresse :  
<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/sollicitationsDeconnectees?execution=e4s1>

### **3.4 Imputation budgétaire**

Les dépenses générées par l'exécution du présent marché seront imputées sur les crédits du Centre national des arts plastiques (Cnap).

### **3.5 Comptable chargé du paiement**

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable du Centre national des arts plastiques (Cnap). L'administration contractante se libérera des sommes dues par virement du Trésor au compte ouvert au nom de l'entreprise titulaire.

## **ARTICLE 4 - EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **4.1 Dispositions générales**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

### **4.2 Secret professionnel**

Le titulaire s'engage, sauf accord préalable de la personne publique, à n'utiliser les informations et documents qui lui sont communiqués, à d'autres fins que celles prévues par le présent marché, et à ne pas les divulguer à des tiers.

Le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel à l'égard de toute personne étrangère au Centre national des arts plastiques (Cnap), pour tout ce qui a trait aux renseignements qu'ils pourraient recueillir au cours de leur mission.

La clause de confidentialité de l'article 5 du CCAG FCS s'applique.

### **4.3 Réunions**

Des réunions seront organisées avec le Centre national des arts plastiques (Cnap) conformément au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et chaque fois que le Cnap le jugera utile.

Sauf accord express préalable, les frais de déplacement du titulaire et/ou de ses employés et/ou de toute personne invitée ne sont pas pris en charge par le Cnap.

### **4.4 Règles générales**

#### **Livraison**

Le titulaire mettra tout en œuvre pour garantir un parfait achèvement des livraisons tout en respectant les délais de livraison fixés. Dans tous les cas, le titulaire reconnaît être informé que ces obligations sont des obligations de résultats.

#### **Calendrier**



Le titulaire s'engage à respecter les dates fixées dans le calendrier fourni dans son offre (et structuré selon le canevas proposé au CCTP au § 9.1) par le candidat et ensuite mis au point lors du lancement du projet.

## ARTICLE 5 – SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance totale du marché n'est pas autorisée.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations faisant l'objet du marché à condition d'avoir obtenu préalablement du Centre national des arts plastiques (Cnap) l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement, conformément à un modèle d'acte spécial de sous-traitance fourni par le Centre national des arts plastiques (Cnap), ou au formulaire DC4, dans sa dernière version, disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, que le titulaire doit remettre par voie électronique au moment de la remise des offres ou au plus tard 15 jours ouvrables avant la réalisation de la prestation à sous-traiter.

D'une manière générale, les justifications concernant le(s) sous-traitant(s) sont identiques à celles exigées des candidats par l'acheteur public dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation dudit marché à bon de commandes, y compris, si la personne publique le demande, les capacités techniques, professionnelles et financières ainsi qu'une présentation des références représentatives de la prestation objet du marché.

L'absence de l'une de ces pièces et/ou la non-conformité des documents remis par le titulaire fait obstacle à l'acceptation des sous-traitants par la personne représentant le Centre national des arts plastiques (Cnap).

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations découlant du marché.

## ARTICLE 6 - VÉRIFICATION ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS

La constatation de l'exécution des prestations est réalisée conformément aux dispositions générales du chapitre 5 du CCAG-FCS.

Les prestations objet du présent marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

## ARTICLE 7 – PÉNALITÉS

En cas de non-respect de ces obligations contractuelles, le titulaire est passible des pénalités suivantes :

Les modalités des pénalités de retard sont définies à l'article 14.1 du CCAG FCS.

Rappel : cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$P = V * R / 1\,000$  dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité ;

- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = le nombre de jours de retard.

Les modalités des pénalités pour indisponibilité dans les marchés de maintenance sont définies à l'article 14.2 du CCAG FCS.

Rappel : cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$P = (V \cdot R) / 30$  ; dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité
- V = la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance ;
- R = le nombre de jours de retard.

Chacune de ces pénalités pouvant se cumuler.

Le titulaire est informé par tous moyens que ce soit par le Cnap, des pénalités qui lui sont appliquées auxquelles s'ajoute le coût des frais éventuels. Les observations que le titulaire peut être amené à formuler sur le décompte des pénalités doivent être présentées dans un délai maximal de trente jours à compter de la date de présentation de cette lettre recommandée.

## ARTICLE 8- GARANTIE

### 8.1 Garantie de qualité de services et de respect des engagements

Le titulaire s'engage au respect des obligations définies dans le CCTP et ses annexes jointes au marché et dans son offre. Il s'engage notamment à intervenir dans les délais fixés au CCTP et à respecter les délais de résolution dans chaque bon de commande. Si, du fait du titulaire, le niveau de performance et d'exigence requis dans la qualité des services n'est pas atteint, celui-ci s'engage à effectuer tous les compléments de prestations nécessaires pour tenir cet engagement sans frais supplémentaires.

### 8.3 Garantie contre les sinistres

Le titulaire garantit aussi la personne publique contre les sinistres provoqués par les agissements de ses préposés et affectant les locaux ou les équipements et les données utilisées.

## ARTICLE 9 – ASSURANCE

L'article 9 du CCAG FCS s'applique.

Le titulaire devra justifier, avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'une assurance professionnelle garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers dans la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Cette justification se fera au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours possible auprès de la personne publique :

- De tous dommages, dégâts, incendie ou autres causés par sa négligence, manquements dans l'exécution du marché ou toute autre cause pouvant lui être imputée,
- De tous les accidents qui pourraient se produire dans l'accomplissement des prestations objet du présent marché.

## ARTICLE 10 - FORCE MAJEURE

Aucune des deux parties ne sera tenue pour responsable vis-à-vis de l'autre de la non-exécution ou des retards dans l'exécution d'une obligation du présent contrat, qui seraient dus à la survenance d'un cas de force majeure habituellement reconnu par la jurisprudence et les tribunaux français. Le cas de force majeure suspend les obligations nées du contrat pendant toute la durée de son existence ; toutefois si le cas de force majeure avait une durée d'existence supérieure à trois mois, il ouvrirait droit à la résiliation du contrat par l'une ou l'autre des parties.

## ARTICLE 11 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES

La personne publique se réserve le droit, après une mise en demeure restée infructueuse à l'expiration d'un délai de huit jours, de faire exécuter par un tiers aux frais et risques du titulaire défaillant, toute prestation tardive ou mal exécutée et conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG FCS.

## ARTICLE 12 - RÉSILIATION

Le Centre national des arts plastiques (Cnap) peut, à tout moment, qu'il y ait faute ou non du titulaire, mettre fin à l'exécution du marché avant l'achèvement de celui-ci. La résiliation a lieu conformément aux stipulations du chapitre 7 (article 38 à 45) du CCAG-FCS.

La non-production d'attestation d'assurance, la non-déclaration de sous-traitance, le non-respect de la confidentialité ou de l'exclusivité des données traitées ainsi que le caractère renouvelé de l'annulation d'une prestation ou d'un bon de commande, pour cause de défaillance du titulaire, constituent notamment des motifs de résiliation du marché à ses torts.

La résiliation du marché fait l'objet dans tous les cas d'un décompte de résiliation arrêté par l'administration et notifié au titulaire.

## ARTICLE 13 - RÈGLEMENT DES LITIGES

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objets du marché. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Il est fait application de l'article 46 des CCAG FCS.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation ou d'un mémoire exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre doit être communiquée au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Pour tout différend ou litige qui s'élèverait entre les parties, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Dans le cas où un accord ne pourrait être trouvé, il est expressément convenu que les parties soumettront leur différend à la compétence du tribunal administratif de Paris.